

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 17/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EPC FRANCE**

4 rue de Saint-Martin

(Dépôt de Cigogné)

13310 SAINT-MARTIN-DE-CRAU

Références : VAT20220740 et 2022/1242  
Code AIOT : 0010000706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Le Grand Bouchet 37310 CIGOGNÉ. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- Le Grand Bouchet 37310 CIGOGNÉ
- Code AIOT : 0010000706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Cigogné de la société EPC France est spécialisé dans le stockage et la distribution de produits explosifs à usage civil (dans les secteurs du BTP et des carrières). Compte-tenu des quantités de matières actives stockées, le dépôt qui comprend 2 bâtiments relève de la Directive SEVESO avec le statut "Seuil haut" (par dépassement directe du seuil).

Les activités du dépôt EPC France de Cigogné sont réglementées par les prescriptions des actes

administratifs suivants :

- AP du 14 octobre 2010 supprimant la totalité des articles des trois arrêtés précédents et autorisant la société à poursuivre l'exploitation de son dépôt de matières explosives ;
- APC du 15 novembre 2011 autorisant le changement d'exploitant et imposant la constitution de garanties financières « Seveso » ;
- APC du 30 novembre 2015 (abrogeant l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015) fixant des prescriptions complémentaires ;
- Courrier préfectoral du 5 décembre 2018 actant la rubrique 4000.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la gestion des interventions réalisées par des entreprises extérieures, dont le système de gestion de la sécurité (SGS) concernant l'organisation et la formation, la maîtrise des procédés et d'exploitation, la gestion des situations d'urgence.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	SGS – Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
5	Permis de travail et permis de feu	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.4 et 7.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	/	Sans objet
3	SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	/	Sans objet
4	SGS – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspection du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) a porté sur la gestion des entreprises extérieures (EE) intervenant au sein de l'établissement EPC France de Cigogné.  L'exploitant n'a pas de liste des entreprises extérieures intervenant sur le site. Il précise que 4 entreprises extérieures sont intervenues cette année : des entreprises intervenant de manière récurrente (électricien, entretien de la végétation, contrôles réglementaires) et des entreprises intervenant de manière ponctuelle (remplacement des portes). Ces 4 prestataires sont signataires d'un plan de prévention, soit annuel, soit ponctuel. Lors de la signature de chaque plan de prévention, les consignes générales et de sécurité sont transmises à l'entreprise extérieure. Puis, lors de la venue de l'entreprise extérieure dans le dépôt, un salarié d'EPC France est systématiquement présent et rappelle les consignes à respecter.  Depuis la fin de l'été 2022, le service SSE d'EPC France a mis en place une formation de ses chefs de dépôts et salariés concernant « La gestion des entreprises extérieures et visiteurs » dans les sites Seveso Seuil haut, qui décrit comment remplir les documents administratifs et comment informer/former les intervenants extérieurs. Cette formation dure environ 2 heures ; elle a été dispensée le 15/11/2022 au chef du dépôt de Cigogné. Ce module de formation présente notamment les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• photocopie de la carte d'identité + signature du registre Entrée/Sortie</li><li>• présentation de la fiche accueil visiteurs :<ul style="list-style-type: none"><li>- personnes à contacter</li><li>- rappel des interdictions et des obligations</li><li>- revue des EPI (équipements de protection individuelle) nécessaires</li><li>- réflexes à adopter dans les dépôts en cas d'évènement inhabituel (incendie, orage, panne électrique, etc.)</li><li>- plan de circulation</li></ul></li><li>• le plan de prévention</li><li>• le permis de feu</li><li>• le protocole de sécurité</li><li>• les habilitations nécessaires en fonction des interventions.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : SGS – Organisation, formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Organisation, formation des entreprises extérieures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<b>Constats :</b> Le SGS ne précise pas si du personnel d'entreprise extérieure est susceptible ou non d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur.
<p><b>Observations :</b> Questionné par l'inspection, l'exploitant précise qu'il n'a pas identifié, dans son Système de Gestion de la Sécurité (SGS), le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur.</p> <p>L'exploitant précise que peu d'entreprises extérieures interviennent sur le site, et qu'au vu de la nature de leurs activités (électricien, entretien de la végétation, contrôles réglementaires, travaux ponctuels), aucune entreprise extérieure n'est amenée à intervenir en cas d'accident.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Toute intervention d'une entreprise extérieure sur le site relève d'un plan de prévention (annuel ou ponctuel) et, si nécessaire, d'un permis de travail particulier (permis de feu, permis de travail en hauteur...), dont le but est de formaliser les mesures de prévention et les moyens de protection à mettre en place en regard des risques présentés.</p> <p>Les travaux par points chauds font l'objet d'une approche spécifique avec l'utilisation d'un formulaire « Permis de feu journalier » pour l'autorisation et les conditions d'exécution.</p> <p>Au sein du site de Cigogné, le personnel d'entreprise extérieure est toujours accompagné par un salarié d'EPC France.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : SGS – Gestion des situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.  Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.  Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Un Plan d'Opération Interne (POI, version 7.0 du 04/05/2021) est en place pour définir la gestion des situations d'urgence sur le site. Comme évoqué ci-avant, l'exploitant a précisé qu'aucune entreprise extérieure n'est amenée à intervenir en cas d'accident sur le site. Il n'est donc pas prévu de formation à la gestion des situations d'urgence pour les entreprises extérieures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Permis de travail et permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 7.4 et 7.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Travaux : Permis de travail et permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chapitre 7.4 : Travaux d'entretien et de maintenance  Tous travaux d'extension, modification ou maintenance à proximité des zones à risque explosible sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et Les dispositions de surveillance à adopter.  Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.  Les travaux d'entretien et de réparations effectués sur le site doivent faire l'objet d'un plan de prévention établi avec l'entreprise intervenante. Ce plan de prévention précise les consignes à appliquer. Les travaux sont par ailleurs réalisés sous la surveillance de l'exploitant, En outre, le chef de dépôt est systématiquement tenu informé de toute intervention sur le site.  Chapitre 7.5 : Interdiction de feux  Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de

travail (ou permis de feu). Dans le cas d'intervention sur les dépôts par point chaud, les matières pyrotechniques devront être évacuées préalablement au travail.

**Constats : Un permis de feu a été prévu le 12/04/2022 pour le remplacement des portes des bâtiments du dépôt sans évacuer les matières pyrotechniques présentes à l'intérieur.**

**Par ailleurs, il paraît utile que le formulaire du permis de feu prévoit un emplacement pour indiquer l'heure de fin des travaux et pour attester de la réalisation de la vérification post-travaux, afin d'assurer la traçabilité de la bonne réalisation de cette dernière.**

**Observations :** La procédure relative au permis de feu prévoit que le permis de feu est établi pour tous travaux tels que : soudure (électrique, au chalumeau), percement, meulage, découpage électrique (trouçonnage, meulage), découpage au chalumeau, lampe à souder, etc.

Le permis de feu est délivré par le chef du dépôt. Il a une durée de validité maximale d'une journée.

Le formulaire de « permis de feu journalier » définit notamment le lieu et la nature des travaux, le plan de prévention correspondant, ainsi que les mesures de précautions à respecter :

- les recommandations générales à respecter : délimiter la zone de danger + enlever les produits inflammables qui s'y trouvent + protéger les produits combustibles qu'on ne peut évacuer + éliminer les risques particuliers d'incendie ;
- les EPI (équipements de protection individuelle) ;
- les précautions particulières à respecter en fonction des travaux (cases à cocher), par exemple : les moyens d'extinction à proximité (extincteur, RIA), mouillage sol avant et/ou après travaux, évacuation des produits, rideau/bâche de protection, présence permanente d'une seconde personne, périmètre de sécurité...
- l'analyse du risque d'incendie après les travaux (case à cocher) :
  - risque faible → permis de feu journaliser valable jusqu'à 16h00 – surveillance 1h00 après la fin des travaux.
  - ou risque fort → permis de feu journaliser valable jusqu'à 15h00 – surveillance 2h00 après la fin des travaux.

Comme précisé ci-avant, la vérification post-travaux est réalisée par le chef du dépôt une ou deux heures après la fin des travaux, selon l'évaluation du risque d'incendie.

Il est à noter que le formulaire prévoit les signatures suivantes : visa du donneur d'ordre, visa de l'exécutant, visa du service sécurité, mais il ne prévoit pas de visa pour attester la réalisation de la surveillance post-travaux, ni l'heure effective de la fin des travaux.

Par sondage, l'inspection a consulté le dernier permis de feu établi : il a été émis le 12/04/2022 par le chef du dépôt pour des travaux de chaudronnerie consistant au remplacement des portes des 2 bâtiments du dépôt de Cigogné, réalisés par la société José Berlanga.

L'exploitant a présenté le plan de prévention ponctuel établi pour ces travaux, valable pendant 2 jours les 12 et 13 avril 2022, de 8h00 à 1800. Le chef de dépôt précise notamment avoir présenté les consignes à cette entreprise extérieure, l'a accompagnée sur site le temps des travaux, et a émis un permis de feu par précaution avant la réalisation des travaux.

L'inspection fait les constats suivants :

- le permis de feu précise les risques identifiés (meulage...) ainsi que les mesures de sécurité à respecter, en particulier un périmètre de sécurité et la mise en place de bâches de protection, avec un plan à l'appui.
- le permis de feu n'est pas totalement complété : il manque notamment le nom de la société (l'exploitant a précisé qu'il n'était pas réécrit car le permis de feu est rangé avec le plan de prévention ponctuel où est inscrit le nom de la société)
- la vérification post-travaux n'est pas tracée
- le permis de feu n'est pas coché dans le plan de prévention.

L'exploitant explique que ce permis de feu a été établi par précaution parce qu'il a supposé que des opérations de meulage seraient effectuées, or finalement les travaux ont été réalisés sans point chaud, donc le permis de feu est devenu sans objet.

Cependant, bien que l'exploitant avait défini des mesures de sécurité (périmètre, bâche) conformément à la procédure « permis de feu », il n'avait pas prévu d'évacuer les matières

pyrotechniques présentes dans les 2 bâtiments, comme prescrit à l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 14/10/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet